

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. J'espère que nous n'ouvrons pas un débat sur les bureaux particuliers. Même le président pourrait avoir quelque chose à dire à ce sujet.

M. E. Nasserden (Rosthern): J'ai une question complémentaire à poser au ministre du Travail. Les ministères provinciaux du Travail ont-ils été consultés par la Commission d'assurance-chômage avant la fermeture de ces bureaux?

L'hon. M. Nicholson: Il faudrait que je prenne cette question comme préavis, monsieur l'Orateur. Je sais qu'on a tenu des pourparlers avec certains gouvernements provinciaux, mais je ne saurais dire si le sujet a été abordé avec chacun. Je prends la question comme préavis et j'y répondrai le plus tôt possible.

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

LA CONFÉRENCE DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. H. Aiken (Parry-Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Mines et des Relevés techniques. Le gouvernement a-t-il reçu une invitation officielle en vue d'assister à la conférence sur les ressources hydrauliques convoquée par le président Johnson pour mai prochain?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Mines et des Relevés techniques): Je n'ai pas été invité personnellement, monsieur l'Orateur. Il se peut que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures l'ait été, mais je n'ai pas reçu d'invitation personnelle.

M. Aiken: Une question supplémentaire. Conformément aux recommandations préliminaires que le ministre a reçues, son ministère sera-t-il en mesure de présenter des mémoires complets à la date indiquée dans le premier avis?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, la réponse que j'ai donnée hier est encore valable aujourd'hui. Les craintes exprimées hier le sont également.

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—DEMANDE DE MAJORATION DU PAIEMENT INITIAL

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Finances, en sa qualité de ministre comptable des questions relatives à la Commission canadienne du blé,

si la Commission est en faveur d'augmenter le paiement initial du blé qui sera expédié cette année, à cause des coûts croissants et ainsi de suite, car le ministre fera sûrement allusion à cette question lorsqu'il parlera de l'inflation.

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le député de Medicine-Hat a posé, il y a plusieurs jours, une question portant exactement sur le même sujet. J'ai signalé à ce moment-là que nous avions reçu diverses instances, certaines appuyant l'augmentation du prix initial et d'autres s'y opposant. J'ai dit que j'étais saisi de cette question depuis, et comme l'honorable représentant le sait, cette question relève du gouverneur en conseil et non pas de la Commission canadienne du blé. A ma demande, la Commission du blé a aussi étudié la question.

Le très hon. M. Diefenbaker: Le gouverneur en conseil est maintenant saisi de la question et doit décider s'il y aura une augmentation. Peut-on s'attendre à ce que le gouvernement agisse avec célérité dans ce cas?

L'hon. M. Sharp: J'ai donné une réponse très franche au député de Medicine-Hat qui m'a posé cette question; j'ai dit que je ne croyais pas qu'une décision soit prise sous peu.

M. E. Nasserden (Rosthern): Une question supplémentaire. Le ministre des Finances tiendra-t-il compte des recommandations qu'il pourrait recevoir du ministre de l'Agriculture à cet égard?

L'hon. M. Sharp: J'attache toujours beaucoup d'importance aux opinions du ministre de l'Agriculture.

[Français]

LA COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

A PROPOS DE CERTAINS TERRAINS RIVERAINS LE LONG DE LA RIVIÈRE OUTAOUAIS, DU CÔTÉ DE HULL, P.Q.

A l'appel de l'ordre du jour

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Travaux publics.

Au mois de mars 1966, le ministre a reçu plusieurs délégations de la ville de Hull, demandant au gouvernement fédéral de céder à la ville de Hull certains terrains riverains situés le long de la rivière Outaouais, du côté de Hull. Le ministre, ou son ministère, est-il arrivé à une décision au sujet de ces terrains que la ville de Hull demande au ministère?